

(N° 319)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 MAI 1923.

Projet de loi réorganisant les Monts-de-Piété et les autorisant à adopter
le titre de Caisse ou Banque publique de prêts ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. TROCKET.

MESSIEURS,

L'Exposé des motifs par lequel M. le Ministre de la Justice a présenté à la Chambre la proposition de loi portant revision de trois articles de la loi du 30 avril 1848, organique des Monts-de-Piété, justifie excellemment les réformes préconisées et facilite singulièrement la tâche de votre rapporteur. Celui-ci s'efforcera donc, en évitant des redites dans la mesure du possible, de rappeler sommairement la situation de ces établissements, de compléter sur certains points les renseignements fournis dans cet exposé et de formuler un amendement nouveau qui a paru s'imposer à votre Commission pour sauvegarder l'avenir de ces institutions.

* * *

Régis par la loi du 30 avril 1848, considérés comme établissements charitables et relevant à ce titre du Département de la Justice, les Monts-de-Piété ont presque exclusivement pour but de consentir sur gages *des prêts de subsistance aux indigents*.

Conformément à l'article 23, ils peuvent aussi prêter aux négociants *sur marchandises neuves, jusqu'à 1,000 francs*.

(1) Projet de loi, n° 410 (session de 1921-1922).

(2) La Section centrale, présidée par M. TIBBAUT, était composée de MM. HEYMAN, PECHER, BOLOGNE, VAN ACKERE, MELCKMANS et TROCKET.

Avant la guerre, certains d'entre eux avaient été autorisés, par arrêté royal, à consentir des *prêts sur fonds publics jusqu'à 200 francs par gage*.

Les capitaux nécessaires à leurs opérations leur appartiennent en propre ou bien, en cas d'insuffisance, leur sont fournis par les administrations publiques de bienfaisance (Bureau de bienfaisance et Hospices civils) et, à défaut de celles-ci, par l'Administration communale (art. 10 de la loi de 1848).

Confinés dans des limites aussi étroites, les Monts-de-Piété ne peuvent plus couvrir des frais d'exploitation triplés ou quadruplés depuis l'armistice. La plupart ont fortement haussé les tarifs des prêts, sans parvenir à équilibrer leurs budgets.

Réunis en conférence à Bruxelles le 26 juin 1920, les directeurs des Monts-de-Piété ont élaboré un programme de réformes, dont certaines ont pu être réalisées déjà avec l'autorisation royale sur proposition du Ministre de la Justice : depuis 1921, les Monts-de-Piété sont autorisés à prêter jusqu'à 10,000 francs sur titres de fonds publics et gages autres que les marchandises neuves.

Mais, ainsi qu'il résulte du tableau récapitulatif dressé pour refléter la gestion, en 1922, des six Monts-de-Piété encore en activité en Belgique, leur situation financière est très précaire et s'aggraverait plus fortement encore à partir de 1923.

Ce tableau reproduit à la suite de notre rapport comporte trois parties.

1. *Opérations en 1922.* — Vous serez certainement frappés du nombre et de la valeur des opérations traitées par l'établissement de Bruxelles, qui a consenti 138,637 prêts pour 13,063,344 francs. Ceux d'Anvers, de Liège et de Gand, avec des chiffres d'affaires de 5,649,838; 2,463,114 et 702,687 francs accusent également une vitalité qui dénote l'importance de leur rôle social.

Nous ne nous arrêtons pas à réfuter l'imputation dirigée autrefois contre ces établissements de faciliter surtout des emprunts affectés à des dépenses frivoles.

Les statistiques ont depuis longtemps fait justice de ce grief, en établissant que la moyenne et la nature des prêts ne subissent aucune fluctuation à la veille des fêtes populaires, carnaval, Saint-Nicolas, etc.

Il faut surtout retenir ici la constatation faite par la Conférence des Monts-de-Piété et reprise par M. le Ministre de la Justice dans son Exposé des motifs que, de plus en plus, la classe moyenne est amenée par les circonstances à recourir aux services d'établissements, dont elle est surtout tenue écartée par un titre suranné et peu encourageant.

2. *Résultats d'exploitation en 1922.* — Sur six établissements existants, trois ont soldé en bénéfice et trois en perte. Mais en fait, si l'on n'envisage que les recettes normales d'exploitation sur lesquelles ils peuvent régulièrement compter, pour tous, les dépenses obligatoires excèdent fortement les ressources.

L'article 12 de la loi du 30 avril 1848 attribue aux Monts-de-Piété « les bénéfices provenant des bonis des gages vendus, non réclamés dans les deux ans à partir du jour de la vente ». Par suite du retard apporté à la liquidation de nombreux gages déposés avant ou pendant la guerre, cette disposition a fourni en 1922 un complément très important de recette qui a favorablement influencé

le résultat d'exploitation. Mais il n'en sera plus ainsi à l'avenir et la plupart des Monts-de-Piété ne peuvent subsister, — ou bien qu'avec l'aide financière des pouvoirs publics, — ou bien qu'en exploitant avec l'autorisation du législateur et des moyens appropriés, un champ d'action beaucoup plus vaste que le fonds qui leur est actuellement départi.

3. *Tarif des droits perçus.* — L'article 7 de la loi du 30 avril 1848 attribue aux Conseils communaux le soin de fixer dans les règlements organiques des Monts-de-Piété « les taux des intérêts à percevoir des emprunteurs ». Ainsi qu'on le remarquera dans le tableau récapitulatif, les tarifs varient d'un établissement à l'autre. Presque tous ont dû être révisés et fortement augmentés depuis la guerre, à cause de la nécessité de faire face à des dépenses toujours grandissantes. Il convient au surplus de faire remarquer que les droits perçus ne comportent pas uniquement le loyer de l'argent prêté, mais la compensation de lourds frais d'administration résultant des écritures pour l'entrée et la sortie des gages, la manutention, la garde et l'assurance de ceux-ci.

En réalité, les prêts effectués sur petits gages constituent une charge très onéreuse pour les Monts. A Liège, le coût moyen des frais généraux s'est élevé en 1922 à fr. 2.87 par gage, alors qu'un grand nombre d'entre eux ne paient pour tous droits, intérêts compris, que des sommes inférieures, à partir de 11 centimes. D'où la nécessité pour ces exploitations de frapper les gros gages de droits compensatoires assez élevés. En réalité, tout le service fait pour les petits gages est un service de bienfaisance dont les pertes ne peuvent être assumées en propre par ces institutions, sans amener leur disparition à brève échéance.

* . *

Après avoir formulé ces quelques remarques d'ordre général, nous aborderons directement l'examen des propositions qui nous sont soumises. Elles comportent :

1° L'intercalation entre les articles 2 et 3, d'un article 2^{bis}, ainsi libellé :

ART. 2^{bis}. — *Les Conseils communaux pourront, avec l'autorisation du Roi, la Députation permanente entendue, substituer à la dénomination Mont-de-Piété celle de Caisse ou Banque publique de prêts.*

Il n'y a rien à ajouter à l'Exposé des motifs pour justifier un changement de dénomination qui s'impose et qui est déjà réalisé dans les autres pays.

Signalons simplement, sans y attacher une importance capitale, qu'en France, les Caisses de crédit municipal qui relevaient précédemment de la direction de l'Assistance et de l'Hygiène publiques, ont été, depuis le 20 février 1920, rattachées à la division de l'Assurance et de la Prévoyance sociales (Ministère de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales).

Depuis longtemps, le prêt sur gages a cessé d'être uniquement une forme d'assistance aux malheureux. Nous demanderons donc, lorsque vous aurez statué

sur les diverses parties du projet qui vous est soumis, d'examiner subsidiairement s'il ne conviendrait pas de rattacher ces établissements à un autre Département que celui des institutions charitables, par exemple au Ministère de l'Industrie et du Travail, Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, ou au Ministère des Affaires Économiques, Section des Métiers, Négoces et Coopératives.

A la Section centrale, la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'imposer aux Conseils communaux l'obligation de substituer à la dénomination « Mont-de-Piété » celle de « Banque publique de prêts » a été examinée.

Après discussion, la grande majorité des membres a estimé que l'autorisation de changer la dénomination suffirait et qu'il n'y avait pas lieu d'imposer d'office le titre indiqué, par voie législative. Une période de transition pourrait être nécessaire dans une commune déterminée et personne ne serait meilleur juge de la date à choisir pour effectuer ce changement, que les administrateurs communaux qui sont sur place.

D'autre part, le texte soumis ayant été accepté par la conférence des directeurs de Mont-de-Piété, nous pouvons compter à cette fin sur la vigilance des directions et des Administrations communales.

L'autorisation de changer la dénomination équivaut donc ici à une indication.

2° L'intercalation entre les articles 10 et 11 de la loi, d'un article 10^{bis}, ainsi libellé :

ART. 10^{bis}. — *La Caisse générale d'Épargne et de Retraite est autorisée à employer une partie de ses disponibilités en prêts aux Monts-de-Piété : les fonds avancés par la Caisse ne pourront être affectés par ces établissements qu'à l'octroi de prêts sur nantissement de valeurs et d'objets mobiliers à l'exclusion des marchandises neuves.*

Ces prêts seront assimilés, suivant leur forme et leur durée, aux placements définitifs de la Caisse.

A l'heure actuelle, les Monts-de-Piété ne disposent pas en propre, même de capitaux suffisants pour assurer le service des prêts sur gages corporels. Les Administrations charitables ou, à leur défaut, les Administrations communales qui doivent, au vœu de l'article 10 de la loi de 1848, suppléer à cette insuffisance, ont vu leur situation tellement obérée depuis la guerre qu'elles sont hors d'état de le faire. Remarquons en passant que les Monts-de-Piété ne fonctionnent pas exclusivement pour les habitants de la localité où ils sont établis; partant, le soin de les faire vivre n'incombe pas en stricte équité aux administrations charitables ou communale de ces localités. En fait, l'obtention de capitaux à bon marché de la Caisse d'Épargne et de Retraite permettrait surtout aux nouvelles Caisses d'exercer le prêt sur titres de fonds publics sur une large échelle.

Cette réforme réalisée en France a produit les meilleurs résultats pour le public et a consolidé l'existence des Caisses municipales de prêts. Celles-ci prêtent, en général, sur fonds publics à raison de 6 % par an et d'un droit fixe de 1 %.

Voici les résultats accusés par certaines d'entre elles pour les prêts sur fonds publics, exclusivement, en 1924 :

	Montant des prêts.
Toulon fr.	768,580 »
Toulouse fr.	1,868,932 »
Bordeaux fr.	1,971,485 »
Lyon fr.	7,743,294 »
Paris fr.	61,808,583 »

Voici maintenant ceux accusés par les Monts-de-Piété belges pour 1922 :

Bruxelles fr.	2,023,846 »
Anvers fr.	449,210 »
Liège fr.	588,688 »
Gand fr.	142,848 »
Ostende. fr.	925 »
Malines fr.	4,105 »

Ainsi que l'indique l'Exposé des motifs, c'est en s'inspirant de raisons tirées à la fois de l'intérêt particulier et de l'intérêt général que le Gouvernement a autorisé les Monts-de-Piété à prêter sur titres et tous gages autres que marchandises neuves, jusqu'à concurrence de 10,000 francs. Mais il ne suffit pas, pour donner corps à l'idée, d'approuver par arrêtés royaux, comme il a été fait, les modifications introduites à cette fin dans leurs règlements organiques : il faut surtout leur donner les moyens financiers de réalisation et la Caisse générale d'Épargne et de Retraite apparaît comme l'organisme tout indiqué pour intervenir à cette fin.

3°. Remplacement par le texte suivant de la disposition inscrite à l'article 23 de la loi du 30 avril 1848 :

« Le montant des prêts sur marchandises neuves, déposées par le même propriétaire, sera déterminé par arrêté royal, sans que ces prêts puissent excéder dix mille francs. »

Certaines appréhensions ont été manifestées au sujet de l'extension à donner à cette branche de l'activité des Monts-de-Piété, notamment aux points de vue des moyens d'évaluer sainement les marchandises présentées en dépôt et des risques qui peuvent résulter de ce genre de prêts pour les institutions. C'est ainsi qu'à l'article 10^{bis}, il est spécifié que les fonds avancés par la Caisse d'Épargne ne pourront être affectés par les Monts-de-Piété qu'à l'octroi de prêts sur nantissement de valeurs et objets mobiliers, à l'exclusion de marchandises neuves.

Ces remarques méritent certainement de retenir l'attention. Il est très sage de laisser aux établissements eux-mêmes le soin et la responsabilité d'agir avec toute la prudence désirable.

D'autre part, il convient de remarquer qu'il y a là un moyen de venir en aide au petit commerce et à la petite industrie qui méritent d'être encouragés.

L'augmentation jusqu'à 10,000 francs du maximum qui était limité à 1,000 francs par la loi de 1848, n'est en fait qu'un réajustement de valeurs correspondant aux transformations économiques qui se sont effectuées depuis lors.

Mais rien n'empêche les administrations intéressées d'adopter pour les opérations de cette nature, dont elles assument la responsabilité, une réglementation spéciale différente de celle applicable aux gages déposés par les particuliers.

Comme l'évaluation des marchandises constituant le fonds de commerce des négociants, réclame une compétence spéciale, elle pourrait être faite avec le concours d'experts désignés par les Chambres de commerce auxquels il serait recouru pour les prêts d'une certaine importance.

Ces prêts ne seraient consentis qu'à court terme (trois mois, par exemple). Des conditions pourraient au besoin être édictées pour concilier le fonctionnement du service avec l'application de la loi du 25 octobre 1919 sur la mise en gage du fonds de commerce.

Mais, nous le répétons, ce ne sont là que des indications dont pourraient s'inspirer éventuellement les administrateurs intéressés. Au point de vue législatif, le texte qui nous est présenté apparaît suffisant et complet.

MESSIEURS,

Nous avons indiqué les raisons qui paraissent commander un ralliement sans réserve aux trois propositions formulées par M. le Ministre de la Justice. Plusieurs membres de votre Commission en ont formulé une de nature à compléter utilement la législation des institutions en jeu, qui, nous l'espérons, fonctionneront bientôt sous leur nouveau titre de Caisses ou Banques de Crédit public.

Cette proposition, nous la formulons, afin d'établir la liaison avec un autre projet de loi dont il sera question tout à l'heure.

Elle pourrait faire l'objet d'un article 24^{bis} composant à lui seul un chapitre spécial ainsi libellé :

CHAPITRE VII^{bis}.

Coopératives de crédit.

ART. 24^{bis}. — *Les Caisses ou Banques publiques de prêts pourront être autorisées à prêter le concours de leurs services administratifs à un Institut National de crédit pour le fonctionnement de coopératives en faveur de la petite industrie et du petit commerce, sans engager, toutefois, les capitaux ou la responsabilité financière de l'établissement.*

* * *

Voici les considérations qui peuvent être invoquées à l'appui de cette proposition :

Les Monts-de-Piété, à côté de leur service ordinaire de prêts de subsistance aux indigents, ont été amenés par les transformations économiques, surtout après les circonstances créées par la guerre, à fonctionner pour les classes moyennes bien plus que pour la classe ouvrière.

En ce moment, où l'on recherche des moyens efficaces de comprimer les dépenses, ne serait-il pas de bonne politique de leur confier la gestion administrative de nouveaux services dont l'établissement est projeté en faveur de la petite bourgeoisie ?

Déjà, ils sont orientés dans cette voie par le service des prêts sur fonds publics et celui des prêts sur marchandises.

Peut-être trouveraient-ils une branche d'activité nouvelle dans l'organisation du crédit coopératif qui fait l'objet d'un projet de loi déposé devant les Chambres législatives par MM. Pecher, Mechelynck et Lamborelle. Ce projet prévoit la création d'un Institut National de crédit consentant des avances par l'intermédiaire des Caisses agréées (coopératives, unions de crédit, etc) et l'organisation dans les chefs-lieux de province ou d'arrondissement d'agences du dit Institut.

La création de ces agences occasionnerait forcément de grosses dépenses de personnel et d'installation.

Lorsque les Monts-de-Piété seront devenus des caisses ou banques de prêt, qu'ils ne verront plus se dresser contre eux certaines préventions injustifiées du public, ne seront-ils pas en situation de s'offrir pour remplir ce rôle d'agences ?

Il va de soi qu'il ne s'agirait ici pour eux que de fournir un service administratif qui fonctionnerait conjointement avec les autres rouages de l'institution et non de traiter des opérations financières pour leur compte.

Ils resteraient bien ainsi dans la ligne directrice qu'ils se sont tracée après la guerre, en offrant leur collaboration pour l'accomplissement de services de prêt public de toute espèce.

L'objection principale à l'article 24^{bis} que nous suggérons, consiste à dire que l'Institut national de crédit auquel il se rapporte n'est pas encore constitué par la loi. Cet argument est très sérieux.

Aussi ne donnons-nous le texte de cet article qu'à titre documentaire; dans ces conditions, et vu l'urgence, la Chambre estimera sans doute qu'il y a lieu de s'en tenir pour le moment aux seules dispositions prévues par le texte du Gouvernement.

Au surplus, des membres estiment que les deux institutions sont différentes et ont un grand intérêt à garder leur autonomie.

*
* * *

Les différentes propositions qui vous sont soumises ont été bien étudiées par les organismes compétents et longuement préparées. Après un examen approfondi, le Gouvernement a pris l'initiative de les présenter au Parlement. Elles ont pour but de faire rendre le maximum d'utilité sociale, en les adaptant aux conditions économiques actuelles et en leur permettant de vivre de leurs propres ressources, à des institutions existantes qui, réduites au seul rôle d'établissements charitables, constitueraient une charge lourde pour les pouvoirs publics.

Votre Commission, Messieurs, vous propose d'adopter la proposition de loi.

Le Rapporteur,
LÉON TROCLET.

Le Président,
E. TIBBAUT.

**Amendement proposé
par la Section centrale.**

Ajouter l'article suivant :

Art. 4 (nouveau).

Entre l'article 24 et l'article 25 de la loi du 30 avril 1848 est intercalé ce qui suit :

CHAPITRE VII^{bis}.

Coopératives de crédit.

Art 24^{bis}. — Les Caisses ou Banques publiques de prêts pourront être autorisées à prêter le concours de leurs services administratifs à un Institut National de crédit pour le fonctionnement de coopératives en faveur de la petite industrie et du petit commerce, sans engager, toutefois, les capitaux ou la responsabilité financière de l'établissement.

**Amendement voorgesteld door
de Middenafdeeling.**

Het volgende artikel toe te voegen :

Art. 4 (nieuw).

Tusschen artikel 24 en artikel 25 der wet van 30 April 1848 wordt het volgende artikel ingelascht :

HOOFDSTUK VII^{bis}.

Coöperatieve credietvereenigingen.

Art. 24^{bis}. — De Openbare Banken van leening kunnen gemachtigd worden, de medewerking hunner bestuursdiensten aan een Nationaal Instituut voor crediet te verleenen voor de werking van coöperatieven ten behoeve van de kleinnijverheid en den kleinhandel, doch zonder de gelden of de financieele aansprakelijkheid der instelling daarbij te betrekken.

ANNEXES

Tableau récapitulatif des opérations des Monts-de-Piété.

I. — Opérations en 1922.

Mont-de-piété de :	Nombres d'engagements.	Montants des prêts sur :			TOTAUX.
		Marchandises neuves.	Gages corporels.	Fonds publics.	
Bruxelles	138,637	116,373	10,923,125	2,023,846	13,063,344
Anvers	56,566	—	5,200,628	449,210	5,649,838
Liège	52,179	6,590	1,867,836	588,688	2,463,114
Gand	9,324	9,598	550,241	142,848	702,687
Ostende	6,918	778	262,508	925	264,211
Malines	2,032	—	60,359	4,105	64,464
TOTAUX	265,676	133,339	18,861,697	3,209,622	22,207,658

II. — Résultats d'exploitation en 1922.

Monts-de-Piété de :	Recettes ordinaires.	Bonis acquis deux ans après la vente (1).	Recettes totales.	Dépenses ordinaires.	Bénéfices.	Déficits.
Bruxelles	604,955 85	86,046 27	691,002 12	701,027 81	»	10,025 69
Anvers	168,698 14	133,746 34	322,444 48	297,477 38	24,967 10	»
Liège	136,904 79	24,926 53	161,831 32	176,550 90	»	14,719 58
Gand	42,200 77	16,422 66	58,623 43	60,090 36	»	1,466 93
Ostende	15,206 29	27,886 94	43,093 23	29,581 44	13,511 79	»
Malines	15,581 67	6,041 40	21,623 07	21,555 99	67 08	»

(1) *Bonis acquis.* — La recette encaissée de ce chef par les Monts-de-Piété est exceptionnellement élevée et résulte de ce qu'un grand nombre de gages, accumulés pendant la guerre, ont été liquidés tardivement. En période normale, la quotité de cette ressource ne dépasse pas, en moyenne, 3 à 4 ‰ du montant des prêts.

A l'heure actuelle, toutes les exploitations sont fortement déficitaires et il est de toute nécessité de leur procurer de nouvelles ressources, en dehors de l'augmentation des tarifs, car ceux-ci ont été généralement relevés jusqu'à l'extrême limite.

III. — Tarifs des droits perçus.

	Droit fixe perçu à l'engagement.	Intérêts annuels.	Commission perçue en sus des intérêts.
<i>Bruxelles :</i>			
Sur tous gages	»	9 %	»
<i>Anvers :</i>			
Sur hardes	»	4 %	10 centimes par gage jusque 99 francs.
Sur objets divers	»	8 %	25 centimes par gage et par 100 francs au delà de 99 francs.
Sur fonds publics	»	1 1/2 % au-dessus du taux de la Banque Nationale.	»
<i>Liège :</i>			
Sur gages corporels :			
a) Jusque 10 francs	1 %	3 %	1/4 % par mois.
b) Au delà de 10 francs	1 %	5 %	1/4 % par mois.
Sur fonds publics	1 %	5 %	»
<i>Gand :</i>			
Sur tous gages	2 %	7 %	1 %
<i>Ostende :</i>			
Sur tous gages :			
a) Jusque 10 francs	»	9 %	»
b) Au delà de 10 francs	1 %	9 %	»
<i>Malines :</i>			
a) Sur bijoux	»	8 %	»
b) Sur fonds publics	»	6 %	»

(4)
(N^o 319)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 MEI 1923.

Ontwerp van wet waarbij de Bergen van Barmhartigheid heringericht worden en hun machtiging wordt verleend tot het aannemen van de benaming « Openbare Bank van Leening » ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER TROCLET.

MIJNE HEEREN,

In de Memorie van Toelichting, door den Minister van Justitie gevoegd bij zijn wetsontwerp tot herziening van drie artikelen der wet van 30 April 1848, wet tot inrichting der Bergen van Barmhartigheid, ligt de duidelijke verklaring van de voorgestelde hervormingen, en die Memorie vergemakkelijkt buitengewoon de taak van uwen verslaggever. Hij zal dus trachten herhalingen te vermijden, den toestand van die instellingen beknopt voor oogen te leggen, de inlichtingen in de Memorie medegedeeld op sommige punten aan te vullen, en ten slotte zal hij een nieuw amendement indienen, dat uwe Commissie noodzakelijk achtte om de toekomst van genoemde instellingen te waarborgen.

*
* *

Deze wet van 30 April 1848 beheerscht de Bergen van Barmhartigheid; zij worden daarin beschouwd als liefdadige instellingen, en als dusdanig afhankelijk van het Ministerie van Justitie; zij hebben bijna uitsluitend voor doel *aan de behoeftigen op pand leeningen tot onderhoud* toe te staan.

Overeenkomstig artikel 23, mogen zij ook aan de handelaars leeningen toestaan *op nieuwe koopwaren tot een bedrag van 1,000 frank*.

Voor den oorlog hadden eenige Bergen, bij Koninklijk besluit, machtiging verkregen *op openbare fondsen, tot 200 frank per pand leeningen* toe te staan.

(1) Wetsontwerp, n^o 410 (1921-1922).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer TIBBAUT, bestond uit de heeren HEYMAN, PECHER, BOLOGNE, VAN ACKERE, MELCKMANS en TROCLET.

De sommen die noodig zijn voor hunne verrichtingen hooren hun zelf toe, of worden hun, wanneer deze niet toereiken, verschaft door de openbare besturen van weldadigheid (Weldadigheidsbureel en Burgerlijke Godshuizen) of, zoo deze het niet doen, door het Gemeentebestuur (art. 10 der wet van 1848).

Binnen deze enge grenzen beperkt, kunnen de Bergen van Barmhartigheid hunne exploitatiekosten, die het drie- of viervoud zijn van vroeger, niet meer dekken. Zij hebben meest alle het tarief van de leeningen merkkelijk verhoogd, zonder tot een evenwicht hunner begrooting te geraken.

In eene vergadering gehouden te Brussel op 26 Juni 1920, hebben de directeurs van de Bergen van Barmhartigheid een programma van hervormingen opgemaakt, waarvan sommige, met machtiging des Konings, op voorstel van den Minister van Justitie, reeds werden uitgevoerd. Sedert 1921 zijn de Bergen van Barmhartigheid gemachtigd leeningen tot 10,000 frank toe te staan op titels van openbare fondsen en op panden welke geene nieuwe koopwaren zijn.

Maar zooals blijkt uit het tabellarisch overzicht in 1922 opgemaakt om het beheer van de zes in België nog in werking zijnde Bergen van Barmhartigheid te doen kennen, bevinden zij zich in een zeer benarden financiëleen toestand die van af 1923 nog zal verergeren.

Deze tabel, aan het slot van dit verslag voorkomende, omvat drie deelen.

1. *Verrichtingen in 1922.* -- Het getal en het bedrag der verrichtingen van de instelling te Brussel, waar 138,637 leeningen voor eene som van 13,063,344 frank werden gedaan, zullen u zeker treffen. Die van Antwerpen, Luik en Gent, met een zakencijfer van 5,649,838; 2,463,114 en 702,687 frank getuigen eveneens van eene werkzaamheid die het groot belang van haar sociale rol in 't licht stelt.

De beschuldiging vroeger tegen deze instellingen gericht, als zouden zij vooral leeningen toestaan bestemd tot nuttelooze uitgaven, laten wij liever in 't midden. De statistieken hebben daar reeds lang het antwoord op gegeven; zij hebben bewezen dat het gemiddeld cijfer en de aard van de leeningen hoegenaamd geene schommeling ondergaan bij 't naderen van volksfeesten als vastenavond, Sinter-Klaas, enz.

Onthouden wij vooral, dat op de Conferentie van de Bergen van Barmhartigheid, en in denzelfden zin door den Minister van Justitie in zijne Memorie van Toelichting, werd vastgesteld dat de middenstand meer en meer, door de omstandigheden daartoe gedwongen, den weg naar die instellingen leert kennen; wat haar echter het meest er van verwijderd houdt, is de verouderde en weinig aantrekkelijke benaming.

2. *Uitkomsten der exploitatie in 1922.* -- Van de zes bestaande instellingen, hebben er drie met winst en drie met verlies het jaar gesloten. Beschouwt men echter alleen de normale bedrijfsontvangsten waarop zij geregeld mogen rekenen, dan zijn voor alle de verplichte uitgaven veel hooger dan de inkomsten.

Krachtens artikel 12 der wet van 30 April 1848, worden aan de Bergen van Barmhartigheid toegekend de winsten voortvloeiend uit het boni der verkochte panden die niet worden opgeëischt binnen twee jaar na den dag van verkoop. Ten

gevolge van de vertraging in de vereffening van talrijke panden, neergelegd voor of onder den oorlog, heeft deze bepaling in 1922 eene belangrijke vermeerdering van inkomsten verschaft, die op de uitkomsten der exploitatie een gunstigen invloed heeft gehad. In de toekomst zal dit echter niet meer voorkomen, en het grootste deel der Bergen van Barmhartigheid kunnen enkel bestaan hetzij met den steun der openbare machten, hetzij door eene exploitatie, — door den wetgever gemachtigd en met de gepaste middelen — die zich veel verder uitstrekt dan wat hun thans toegelaten is.

3. *Tarieven der geheven rechten.* — Artikel 7 der wet van 30 April 1848 legt aan de gemeenteraden de zorg op, in de statuten der Bergen van Barmhartigheid te bepalen « het bedrag der interesten te heffen van de leeners ». Zooals men zal zien in het tabellarisch overzicht, verschillen de tarieven van de eene instelling tot de andere. Zij moesten meest alle herzien en merkelyk vermeerderd worden sedert den oorlog, gedwongen als men was de steeds groeiende uitgaven te bestrijden. Er dient tevens te worden opgemerkt, dat de geheven rechten niet alleen den interest van het geleende geld omvatten, maar tevens de zware beheerkosten moeten dekken die voortvloeien uit het schrijfwerk voor het inkomen en uitgaan der panden, het werk dat deze medebrengen, de bewaking en de verzekering.

In werkelijkheid, zijn de kleine pandleeningen een zware last voor de Bergen. Te Luik was, in 1922, het gemiddeld cijfer der algemeene onkosten fr. 2.87 per pand, terwijl een groot getal dier panden, interesten inbegrepen, slechts onbeduidende sommen als recht betalen, te beginnen met 11 centiemen. Dit verplicht de instellingen, van de groote panden tamelyk hooge rechten te heffen, om dit weer goed te maken. In werkelijkheid, is heel de dienst voor de kleine panden een dienst van weldadigheid, waarvan die instellingen zelf de verliezen niet kunnen dragen op gevaar af heel spoedig te moeten verdwijnen.

* * *

Na deze enkele aanmerkingen van algemeenen aard, willen wij dadelijk de voorstellen onderzoeken die ons werden voorgelegd. Zij omvatten :

1° De inlassching na artikel 2 van een artikel 2^{bis}, luidend :

« Artikel 2^{bis}. — *Met machtiging des Konings en na de Bestendige Deputatie gehoord te hebben, mogen de Gemeenteraden de benaming van Berg van barmhartigheid veranderen in Openbare Bank van leening.* »

Bij de Memorie van Toelichting dient niets gevoegd tot billijking van eene verandering van benaming die zich opdringt en die in andere landen reeds werd gedaan.

Wijzen wij er eenvoudig op, zonder er eenig bijzonder belang aan te hechten, dat in Frankrijk de Kassen van het gemeentecrediet, die eertijds afhingen van het Bestuur van Openbaren Onderstand en Gezondheidsdienst, sedert 20 Februari 1920 werden, verbonden aan de afdeling Sociale Verzekering en Voorzorg (Ministerie van Sociale Hygiëne, Onderstand en Voorzorg).

Sedert lang heeft de pandleening opgehouden niet anders te zijn dan eene

zekere vorm van onderstand aan de behoeftigen. Zoodra gij u zult uitgesproken hebben over de verschillende deelen van het u voorgelegd ontwerp, zullen wij u dus vragen in de tweede plaats te onderzoeken of het niet nuttig zou zijn deze instellingen aan een ander Departement dan dit van de weldadige instellingen te verbinden, bij voorbeeld aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, Dienst van Sociale Verzekering en Voorzorg, of aan het Ministerie van Economische Zaken, Afdeeling der Ambachten, Neringen en Coöperatieven.

In uwe Bijzondere Commissie werd de vraag onderzocht of de gemeenteraden niet zouden moeten verplicht worden de benaming « Berg van Barmhartigheid » te vervangen door « Openbare Bank van Leening ».

Na eene bespreking, oordeelde de groote meerderheid, dat de *machtiging* om de benaming te veranderen zou volstaan, en dat de wetgeving de tweede *benaming* niet ambtshalve diende op te leggen. In eene bepaalde gemeente zou eene overgangperiode kunnen noodig zijn, en niemand kan beter oordeelen over den gunstigsten datum dan de gemeenteraadsleden die ter plaatse zijn.

Daar de voorgestelde tekst anderzijds werd aangenomen door de conferentie van directeurs der Bergen van Barmhartigheid, kunnen wij rekenen op de waakzaamheid van die besturen en van de gemeentebesturen.

De machtiging tot verandering van de benaming staat dus hier gelijk met eene juiste aanduiding.

2^o De inlassching, tusschen de artikels 10 en 11 der wet, van een artikel 10^{bis}, luidende :

« ART. 10^{bis}. — Aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wordt machtiging verleend om een gedeelte van hare beschikbare gelden aan de Bergen van Barmhartigheid in leen af te staan : de door de Spaarkas voorgesloten bedragen mogen door deze instellingen slechts aangewend worden voor leeningen onder verpanding van waarden en roerende goederen, met uitzondering van nieuwe koopwaar.

» Deze leeningen worden, volgens haar vorm en duur, gelijkgesteld met de voorloopige of definitieve geldbeleggingen van de Spaarkas. »

Op dit oogenblik, beschikken de Bergen van Barmhartigheid zelf niet over voldoende kapitaal om den dienst te verzekeren der leeningen op kleedingspanden. De besturen der Weldadigheidsinrichtingen of zoo niet, de gemeentebesturen, die krachtens artikel 10 der wet van 1848 die ontoereikendheid moeten verhelpen, bevinden zich sedert den oorlog in een zoo moeilijken toestand dat zij niet in staat zijn dit te doen. Merken wij in 't voorbijgaan op, dat de Bergen van Barmhartigheid niet uitsluitend ter beschikking staan van de localiteiten waar zij zijn gevestigd. Kunnen de nieuwe kassen aan kleinen interest kapitaal bekomen van de Spaar- en Lijfrentekas, zouden zij op breede schaal leeningen kunnen toestaan op titels van openbare fondsen.

Deze hervorming heeft in Frankrijk de beste resultaten opgeleverd voor het publiek, en heeft aan de Gemeentekassen van Leening meer hechtheid gegeven. Deze Kassen leenen over het algemeen op openbare fondsen aan 6 t. h. 's jaars en met een vast recht van 4 t. h.

Ziehier, voor sommige dezer, welke de uitkomsten waren van de leeningen op openbare fondsen en dit uitsluitend in 1921 :

	Beloop der leeningen.	
Toulon	768,580	»
Toulouse	1,868,932	»
Bordeaux	1,971,485	»
Lyon	7,743,294	»
Parijs	61,808,583	»

Ziehier nu de uitkomsten voor de leeningen gedaan door de Belgische Bergen van Barmhartigheid in 1922 :

Brussel	2,023,846	»
Antwerpen	449,210	»
Luik	588,688	»
Gent	142,848	»
Oostende	925	»
Mechelen	4,105	»

Zooals de Memorie van Toelichting het zegt, heeft de Regeering, naar aanleiding van de redenen steunende tevens op het particulier belang en op het algemeen belang, de Bergen van Barmhartigheid gemachtigd om op titels en op alle andere panden, behalve nieuwe koopwaar, leenigen toe te staan tot een beloop van 10,000 frank. Doch, het volstaat niet, om die gedachte te belichamen, door Koninklijke besluiten, — zooals het is voorgekomen —, de wijzigingen goed te keuren, welke daartoe in hunne organieke reglementen werden aangebracht; hun moeten vooral de financieele middelen van verwezenlijking worden gegeven en de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas schijnt daartoe het best geschikte organisme te zijn.

3° De bepaling vervat in artikel 23 der wet van 30 April 1848, te vervangen door den volgende tekst :

« Het bedrag der leeningen, op nieuwe koopwaren, door eenzelfden eigenaar aangeboden, zal bij Koninklijk besluit worden vastgesteld, zonder dat nochtans deze leeningen 10,000 frank mogen te boven gaan. »

Er werden zekere bedenkingen geopperd over de uitbreiding welke diende gegeven te worden aan de bedrijvigheid van de Bergen van Barmhartigheid, namelijk inzake de middelen om de in pand aangeboden koopwaren op oordeelkundige wijze te schatten en inzake de risicos welke, voor de inrichtingen, uit dien aard van beleeningen kunnen voortvloeien. Daarom wordt in artikel 10^{bis} bepaald, dat de door de Spaarkas voorgeschoten bedragen door de Bergen van Barmhartigheid slechts mogen aangewend worden voor leeningen onder verpanding van waarden en roerende goederen, met uitzondering van nieuwe koopwaar.

Deze bemerkingen verdienen voorzeker de aandacht te vestigen. Het is zeer wijs aan de inrichtingen zelf de zorg en de verantwoordelijkheid over te laten om met al de gewenschte omzichtigheid te handelen.

Anderzijds, moet men opmerken dat zulks een middel is om tegemoet te komen aan den kleinhandel en aan de kleinnijverheid die aanmoediging verdienen.

De verhooging tot 10,000 frank van het maximum dat door de wet van 1848 tot 1,000 frank was beperkt, is feitelijk slechts eene aanpassing der overeenkomstige waarden met de economische hervormingen die sindsdien zijn voorgekomen.

Doch niets belet de betrokken beheeren, voor dergelijke verrichtingen, waarvan zij de verantwoordelijkheid op zich nemen, eene bijzondere regeling aan te nemen, verschillend van die welke toepasselijk is op de panden door de particulieren aangeboden.

Daar de schatting der koopwaren, die de handelszaak der winkeliers uitmaakt, eene bijzondere bevoegdheid vergt, zou die kunnen gedaan worden met de medewerking van deskundigen aangewezen door de Handelskamers, waartoe men zich zou kunnen wenden voor de leeningen van een zeker bedrag.

Deze leeningen zouden slechts bewilligd worden op korten termijn (drie maanden, b. v.). Zekere voorwaarden zouden, desnoods, kunnen gesteld worden om de werking van den dienst te doen strooken met de toepassing der wet van 25 October 1919 op de inpandstelling der handelszaak.

Doch, wij herhalen het, dit zijn slechts vingerwijzingen welke de betrokken beheerders eventueel konden in aanmerking nemen. In zake wetgeving, lijkt de ons aangeboden tekst toereikend en volledig te zijn :

MIJNE HEEREN,

Wij hebben de redenen aangeduid, welke een toetreden, zonder voorbehoud, schijnen te wettigen met de drie voorstellen door den Minister van Justitie gedaan. Verscheidene leden van uwe Commissie hebben een voorstel gedaan, dat van aard schijnt te zijn de wetgeving op de betrokken instellingen op nuttige wijze aan te vullen, welke instellingen, naar ik vertrouw, eerlang zullen werken onder hare nieuwe benaming van « Openbare Bank van leening ».

Wij formuleeren dit voorstel ten einde samenhang te brengen met een ander wetsontwerp waarvan verder zal gehandeld worden.

Het voorstel zou kunnen omschreven worden in een artikel 24^{bis} dat op zich zelf reeds een bijzonder hoofdstuk uitmaakt, luidende :

HOOFDSTUK VII^{bis}.

Coöperatieve Credietverenigingen.

ART. 24^{bis}. — *De Openbare Banken van leening kunnen gemachtigd worden, de medewerking hunner bestuursdiensten aan een Nationaal Instituut voor crediet te verleen en voor de werking van coöperatieven ten behoeve van de kleinnijverheid en den kleinhandel, doch zonder de gelden of de financieele aansprakelijkheid der instelling daarbij te betrekken.*

Ziehier welke beschouwingen tot staving van dit voorstel kunnen ingeroepen worden :

Naast hun gewonen dienst van leeningen om in het onderhoud van de behoeftigen te voorzien, werden de Bergen van Barmhartigheid er toe gebracht, door de economische hervormingen, vooral na de toestanden door den oorlog in het leven geroepen, zich nuttig te maken voor de kleinburgerij veel meer dan voor de arbeidersklasse.

Op dit oogenblik, dat men naar afdoende middelen zoekt om de uitgaven in te krimpen, moet men zich afvragen of het niet wijs zou zijn hun de bestuursleiding toe te vertrouwen van de nieuwe diensten welke ten voordeele van de Kleinburgerij ontworpen zijn.

Reeds worden zij in deze richting geleid door den dienst der leeningen op publieke fondsen en die der leeningen op koopwaren.

Wellicht zouden zij een nieuwen bedrijfstak vinden in de inrichting van coöperatieve credietvereenigingen welke het voorwerp uitmaken van een wetsvoorstel door de heeren Pecher, Mechelynck en Lamborelle bij de Kamer ingediend. Dit voorstel voorziet de oprichting van een Nationaal Instituut voor crediet dat voorschotten zou bewilligen door tusschenkomst van de toegelaten Kassen (coöperatieven, credietvereenigingen, enz.), alsmede de inrichting, in de provincie- of arrondissementshoofdplaatsen, van agentschappen van gezegd Instituut.

De oprichting dezer agentschappen zou noodzakelijkerwijs groote uitgaven voor personeel en inrichting veroorzaken.

Wanneer de Bergen van Barmhartigheid banken van leening zullen geworden zijn, en dat er tegen hen niet meer zekere ongebillijkte vooringenomenheid vanwege het publiek opgesteld wordt, zullen zij dan niet in staat zijn om die rol van agentschappen te vervullen?

Het is klaar, dat er hier van hen enkel een bestuursdienst wordt gevraagd, welke gelijktijdig zou werken met de overige diensten der instelling, en niet van financieele verrichtingen voor eigen rekening te doen.

Alzoo zouden zij zeer wel binnen de norm blijven welke zij na den oorlog, gekozen hebben en hunne medewerking aanbieden voor allerhande diensten van openbare leening.

Het voornaamste bezwaar tegen het door ons voorgestaan artikel 24^{bis}, bestaat er in te zeggen, dat het Nationaal Instituut voor Crediet, waarop het zich betrekt, nog niet door de wet is gevestigd. Dit is een zeer ernstig argument.

Ook geven wij den tekst van dit artikel slechts als document; in deze omstandigheden, en gezien het spoed vereischt, zal de Kamer wellicht van gevoelen zijn dat het noodig is voor het oogenblik ons te houden aan de door den Regeeringstekst voorziene bepalingen.

Daarenboven, meenen sommige leden dat beide instellingen verschillend zijn en zij er een groot belang bij hebben hunne zelfstandigheid te bewaren.

* * *

De onderscheidene u voorgelegde voorstellen werden door de bevoegde inrichtingen goed bestudeerd en lang voorbereid. Na een grondig onderzoek, heeft de

Regeering het initiatief genomen dezelve bij het Parlement in te dienen. Zij strekken er toe, aan bestaande instellingen, welke — tot hun eenvoudige rol van liefdadigheidsinstellingen beperkt — een zwaren last voor de openbare machten zouden uitmaken, hun grootste sociaal nuttig effect te doen geven, met ze aan de huidige economische toestanden aan te passen en toe te laten van hun eigen middelen te bestaan.

Uwe Commissie stelt u voor het wetsvoorstel goed te keuren.

De Verslaggever,

LÉON TROCLET.

De Voorzitter,

EM. TIBBAUT.

**Amendement proposé
par la Section centrale.**

Ajouter l'article suivant :

ART. 4 (nouveau).

Entre l'article 24 et l'article 25 de la loi du 30 avril 1848 est intercalé ce qui suit :

CHAPITRE VII^{bis}.

Coopératives de crédit.

ART 24^{bis}. — Les Caisses ou Banques publiques de prêts pourront être autorisées à prêter le concours de leurs services administratifs à un Institut National de crédit pour le fonctionnement de coopératives en faveur de la petite industrie et du petit commerce, sans engager, toutefois, les capitaux ou la responsabilité financière de l'établissement.

**Amendement voorgesteld door
de Middenafdeeling.**

Het volgende artikel toe te voegen :

ART. 4 (nieuw).

Tusschen artikel 24 en artikel 25 der wet van 30 April 1848 wordt het volgende artikel ingelascht :

HOOFDSTUK VII^{bis}.

Coöperatieve credietvereenigingen.

ART. 24^{bis}. — De Openbare Banken van leening kunnen gemachtigd worden, de medewerking hunner bestuursdiensten aan een Nationaal Instituut voor crediet te verleenen voor de werking van coöperatieven ten behoeve van de kleinnijverheid en den kleinhandel, doch zonder de gelden of de financieele aansprakelijkheid der instelling daarbij te betrekken.

BIJLAGEN

Tabellarisch Overzicht van de verrichtingen der Bergen van Barmhartigheid.

I. — Verrichtingen in 1922.

Berg van Barmhartigheid van :	Bedragen van de leeningen op :				TOTALEN.
	Aantal verbintenissen.	Nieuwe koopwaren.	Kleedingspanden.	Openbare fondsen.	
Brussel	138,637	116,373	10,923,125	2,023,846	13,063,344
Antwerpen	56,566	—	5,200,628	449,210	5,649,838
Luik	52,179	6,590	1,867,836	588,688	2,463,114
Gent	9,324	9,598	530,241	142,848	702,687
Oostende	6,918	778	262,508	925	264,211
Mechelen	2,052	—	60,359	4,015	64,464
TE ZAMEN.	265,676	133,339	18,864,697	3,209,622	22,207,658

II. — Uitkomsten der exploitatie in 1922.

Berg van Barmhartigheid van :	Gewone ontvangsten.	Tegood twee jaar na den verkoop ⁽¹⁾ .	Gezamenlijke ontvangsten.	Gewone uitgaven.	Winst.	Verlies.
Brussel	604,954 85	86.046 27	691,002 12	701,027 81	»	10,025 69
Antwerpen	168,698 14	153,746 34	322,444 48	297,477 38	24,967 10	»
Luik	136,904 79	24,926 53	161,831 32	176,550 90	»	14,719 58
Gent	42,200 77	16,422 66	58,623 43	60,090 36	»	1,466 93
Oostende	13,206 29	27,886 94	43,093 23	29,581 44	13,511 79	»
Mechelen	15,581 67	6.041 40	21,623 07	21,555 99	67 08	»

(¹) *Verworven te goed.* — De uit dien hoofde geïnde ontvangst door de Bergen van Barmhartigheid is buitengewoon groot en vloeit hieruit voort : dat een groot aantal panden, gedurende den oorlog opgehoopt, laattijdig werden vereffend. In gewonen tijd, overschrijdt dit inkomen, gemiddeld, niet 3 tot 4 p. d. van het bedrag der geleende sommen.

Op dit oogenblik hebben al de exploitaties een groot tekort en het is hoognoodig hun nieuwe inkomsten te bezorgen, buiten de tariefverhoging, daar deze in 't algemeen, de uiterste grens heeft bereikt.

III. — Tarieven der geheven rechten.

	Vast recht geheven bij het aangaan der leening.	Jaarlijksche interessen.	Commissieloon geheven boven de interesten.
<i>Brussel :</i>			
Op alle panden	»	9 %	»
<i>Antwerpen :</i>			
Op oude kleeren	»	4 %	10 centiem per pand tot 99 frank.
Op onderscheidene voorwerpen	»	8 %	25 centiem per pand en per 100 frank boven de 99 frank.
Op openbare fondsen	»	1 ½ % boven het bedrag der Nationale Bank.	»
<i>Luik :</i>			
Op kleedingspanden :			
a) Tot 10 frank	1 %	3 %	¼ % per maand.
b) Boven de 10 frank!	1 %	5 %	¼ % per maand.
Op openbare fondsen	1 %	5 %	»
<i>Gent :</i>			
Op alle panden	2 %	7 %	1 %.
<i>Oostende :</i>			
Op alle panden :			
a) Tot 10 frank	»	9 %	»
b) Boven de 10 frank.	1 %	9 %	»
<i>Mechelen :</i>			
a) Op juweelen,	»	8 %	»
b) Op openbare fondsen.	»	6 %	»